



Déclaration liminaire des représentants des usagers de la CGT Finances à l'assemblée générale de l'association AGRAF du 28 juin 2017

Monsieur le Président, mesdames messieurs, quelques propos liminaires à cette Assemblée Générale

Nous ne pouvons que renouveler l'expression de nos craintes les plus vives quant aux perspectives d'évolution de la politique sociale du ministère : le Président de la République élu en ce printemps, fort de la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, dispose des moyens de mettre en œuvre des engagements de campagne particulièrement néfastes pour les fonctionnaires !

Il a notamment promis la suppression de 120 000 emplois de fonctionnaires en moins en 5 ans dont 50 000 dans la fonction publique d'Etat !

Nous avons toutes les raisons d'être inquiets quant au devenir de l'action sociale ministérielle, nous en aurons un premier aperçu lorsque nous nous réunirons à l'automne pour préparer le budget 2018.

Pour la CGT Finances, l'action sociale demeurera un élément essentiel de la vie professionnelle et personnelle des agents de ce ministère, tout particulièrement pour les plus fragilisés, ainsi que pour les retraités.

Nous considérons que la restauration collective est un élément essentiel de la politique sociale au sein de ce Ministère, et restons farouchement opposés à l'évolution vers une tarification au plat et à des formules allégées dites "innovantes", motivées exclusivement par des impératifs budgétaires.

La pause déjeuner est l'un des seuls moments de convivialité pour les agents constamment malmenés par les réformes et restructurations qui se succèdent sans cesse, même si leurs attentes et leurs pratiques peuvent évoluer.

Cette AG a été précédée de 3 GT, dont l'un était prospectif quant aux impacts des propositions relatives à l'évolution de la grille tarifaire.

Nous répétons les observations et interrogations formulées lors de l'examen du bilan social, notamment quant aux résultats décevants de la mise en œuvre du plan de formation sur la qualité des prestations, dont l'enquête de satisfaction mais également les échos des collègues, montrent qu'elle est plutôt en régression, ce qui présente un risque quant à la fidélisation des usagers. Les difficultés de recrutement sur certains postes nous semblent être liées aux difficultés à reconnaître mais surtout à rémunérer l'engagement des salariés. La qualité est selon nous en relation directe avec la présence de personnels qualifiés.

Nous sommes également toujours demandeurs d'informations plus détaillées quant aux effectifs formés puisque les chiffres transmis montrent un décalage persistant entre catégories quant aux sommes consacrées. Enfin, il nous est difficile de prendre pour "argent comptant" le propos du trésorier indiquant que les contraintes budgétaires ne pèsent pas sur les promotions ...

Concernant les comptes et la gestion, force est de constater que si la mise en œuvre de l'offre réduite (1+1), à laquelle la CGT n'était pas favorable, est peut-être une des raisons de la stabilisation de la fréquentation, les effets sur les comptes en sont plutôt négatifs, même si pour une fois le solde est positif.

Soulignons toutefois quelques points positifs : les efforts en terme de réduction de la consommation des fluides, qui ont des effets non négligeables sur les comptes et qui nous semblent devoir être poursuivis ; une avancée quant à l'évolution de la grille tarifaire, qui reste à confirmer.

Nous renouvelons notre exigence d'une remise à plat du dossier de financement de la restauration,

et d'une analyse fine des causes de la désaffection des restaurants AGRAF.